

# Assez ! Déverrouillons la politique

Non, l'avenir n'est pas enfermé entre trois piquets, le libéralisme gouvernemental, le libéralisme de surenchère de la droite et le national-populisme de Marine Le Pen. Non, la politique n'est pas condamnée à être le lieu des reniements et des trahisons, pas plus que les citoyens ne sont voués à rester les muets du sérail, ceux qu'on consulte mais qu'on n'écoute pas. Rien ne condamne la société française à glisser sur la pente des régressions sociales, de l'explosion des inégalités, des territoires délaissés et d'une jeunesse sacrifiée.

La victoire de la droite aux élections départementales, l'abstention d'un électeur sur deux majoritairement de gauche, la montée du Front national témoignent d'une crise politique profonde que l'entêtement de François Hollande et Manuel Valls aggraverait si une alternative de gauche ne se dessinait pas. Des millions de Français désirent pourtant une nouvelle dynamique de progrès humain, une relance sociale qui dynamiserait l'économie et l'industrie, un nouveau mode productif et écologique. Les énergies existent pour ce faire, les idées et les projets aussi. Il leur reste à dialoguer, à confluer, à devenir une force, à ajouter l'esprit de conquête à celui de résistance... Patrick Appel-Muller, directeur de l'Humanité.

*Le journal L'humanité ouvre ses colonnes à l'échange entre progressistes, voici le premier épisode paru dans le quotidien du Jeudi 2 Avril.*

*(propos recueillis par Aurélien Soucheyre et Gérald Rossi)*

---

## «Rien de possible sans changement radical»

**par Isabelle Attard Coprésidente de Nouvelle Donne**

«Nous avons posé la première pierre de l'alternative dans de nombreux cantons lors des départementales. Je crie haut et fort que l'union de la gauche s'est faite, mais sans un gouvernement qui, lui, n'est pas de gauche. Les progressistes, eux, ont travaillé sur des listes d'union, avec un programme commun. C'était la première fois que l'on réalisait cet effort collectif dès le premier tour. Il faut poursuivre et ne surtout pas se replier dans des comportements autonomistes, sans quoi on ne proposera jamais d'alternative.

Le principal obstacle réside dans la manière de poursuivre un travail commun. Il est hors de question que qui que ce soit aille sous la bannière d'un autre. Je n'irai pas sous celle de Jean-Luc Mélenchon ou des Verts. Tout le monde doit s'asseoir autour d'une table, sur un pied d'égalité, et écarter les ego pour décider de la France de demain. Pour prendre le pouvoir, il faudra apparaître dans les médias, où nous sommes trop souvent méprisés. Unissons-nous pour être plus visibles. Des journées comme le 11 avril avec les Chantiers d'espoir sont primordiales. J'y participe à 200 %. Nous devons construire une France de décence et de partage, où les pauvres ne paient pas pour les évadés fiscaux et où les faibles sont protégés, où l'on partage les richesses, la terre, le pouvoir.

La France n'a jamais été aussi riche et il y a 8 millions de personnes sous le seuil de pauvreté. Les grands patrons disent ouvertement que la finance préfère les profits aux emplois. C'est cette société qu'il faut combattre. Avec tous ceux qui en ont envie. Il y a l'écologiste du Parti de gauche et d'Ensemble. Les frondeurs du PS, lorsqu'ils auront passé le cap de leur

congrès. Certains du Modem aussi. Et le PCF. J'étais à Athènes quand Syriza a gagné. C'est un modèle : ils ont réussi à unir des partis et collectifs qui avancent main dans la main. Il y a aussi Europe Écologie-les Verts bien sûr, une fois qu'ils auront clairement établi qu'il n'y a rien à attendre de Hollande et qu'il est possible d'exister sans le PS. J'ai quitté EELV en 2013 à cause des dérives de l'exécutif, clairement de droite, et parce qu'EELV n'a pas su réagir d'emblée. Sans changement radical, rien ne sera possible. **L'alternative ne pourra être qu'extérieure à François Hollande et Manuel Valls.** Ce sont eux qui ont trahi, qui désespèrent, qui favorisent la montée du FN. Bien sûr, je ne veux pas faire l'amalgame entre le gouvernement et les militants PS. La porte de l'alternative est ouverte à tous les socialistes qui ont envie de porter un autre projet. Il faut agir aujourd'hui. Et en finir avec le front républicain et le barrage au FN. Cela n'a qu'un seul effet depuis trente ans : faire monter la pression de l'autre côté, ce qui va déclencher un raz-de-marée si on ne change rien. Dans de nombreux cas, le vote FN est un vote de ras-le-bol. Alors, arrêtons de stigmatiser ses électeurs et agissons ! On fait baisser le chômage, on met en place des mesures pour faire reculer la précarité et on s'attaque à la financiarisation et à l'évasion fiscale ! »

---

## « Construire un mouvement commun »

par **Pouria Amirshahi Député PS, membre du collectif Vive la gauche**

### QUE RETENEZ-VOUS DES DÉPARTEMENTALES ?

**POURIA AMIRSHAHI** L'implantation territoriale du Front national combinée à la victoire du bloc de droite signifie une défaite de la gauche tout entière. Mais ces résultats ne sont pas des calamités qui tombent du ciel, ils sont les conséquences des politiques publiques, qui démobilisent ou déçoivent. Entre le libéralisme amorti des uns et le libéralisme dur des autres, il existe une voie, celle de l'écosocialisme, ou la social-écologie. Mais il faut être lucide : ce chemin reste à prendre, avec le souci de convergence et de pragmatisme. Ma franchise avec l'exécutif justifie que je le sois aussi avec ceux qui construisent leur stratégie sur la seule critique du gouvernement : les abstentionnistes de gauche, déçus, ne viennent pas voter pour eux ; si le Front de gauche ou Europe Écologie-les Verts le nient, alors ils commettront eux aussi une grosse erreur d'analyse.

### LE MANDAT DE 2012 PEUT-IL SELON VOUS ÊTRE SAUVÉ ?

**POURIA AMIRSHAHI** Les Français ont majoritairement voté en 2012 pour voir leur vie s'améliorer, il serait irresponsable d'y renoncer deux ans avant la fin du mandat. Comment dénoncer les conditions de vie qui se détériorent et la fracture territoriale qui s'aggrave et se résigner ? Nous devons au contraire être utiles à notre camp, sans sectarisme, en amendant les bonnes lois, en rejetant les mauvaises, en en initiant d'autres. Le contrat de rassemblement proposé par Vive la gauche (le collectif des frondeurs socialistes NDLR) fixe des priorités : rétablissement des dotations aux collectivités, encadrement des aides publiques aux entreprises, plan national d'investissements, transition énergétique... Plus qu'une alternative, nous devons construire un mouvement commun impliquant toutes les bonnes volontés, quels que soient leurs partis ou leur engagement militant, en fidélité à sa famille politique mais en toute liberté des appareils existants. Procéder ainsi, c'est faire oeuvre utile à gauche.

## QU'ATTENDEZ-VOUS DU PROCHAIN CONGRÈS DU PS ?

POURIA AMIRSHAHI Ce congrès doit permettre de trancher si le Parti socialiste est exclusivement l'outil de défense du gouvernement ou s'il est d'abord au service de ses électeurs et de ses militants.

## COMMENT RÉPONDRE AU VOTE FN ET À L'ABSTENTION ?

Lorsqu'on demande toujours aux mêmes de se sacrifier, lorsqu'on s'inquiète plus de la peur des patrons d'embaucher que de celle des salariés d'être licenciés, on propulse notre électorat dans le silence électoral. Dès lors, on entend le bruit de l'extrême droite. Or, il ne suffit pas de dire aux Français de ne pas voter pour le Front national pour qu'ils ne le fassent pas. Il faut conduire une politique qui permette une confiance retrouvée des citoyens, capables d'indulgence par temps difficile s'ils voient que l'on se bat pour eux.

---

## Une recomposition se prépare

**Par Clémentine Autain Porte-parole d'Ensemble**

Nous sommes au pied du mur de nos responsabilités historiques. La crise politique que nous traversons n'est pas une crise parmi d'autres. Nous avons à répondre à un double défi: reconstruire une gauche dans notre pays, défaite par les échecs des grandes espérances du XXe siècle et la déroute plus récente de la social-démocratie en Europe, et endiguer la défiance à l'égard de l'espace politique, exprimée par des taux d'abstention inquiétants et le "tous pourris" qui s'installe dans les têtes. Face aux repères brouillés et à la déception immense, il faut prendre la mesure du chantier de reconstruction qui nous attend.

Une recomposition se prépare : elle ne sera pas le fruit d'un accord de sommet entre des partis constitués, mais le résultat d'une cohérence nouvelle dans le champ social, culturel, politique, d'une convergence de ce qui émerge comme intelligence et action critiques dans la société.

Notre gauche, celle de rupture, cherche ses formes et sa stratégie pour le XXIe siècle. Nous avons de solides points d'appui pour réussir ce chantier. À condition de fédérer et d'inventer. Et de ne pas tomber dans le piège tendu aujourd'hui de l'unité sine die de toute la gauche.

Alors que la politique gouvernementale nourrit la désespérance qui est le terreau du Front national, le PS nous demande de faire front derrière lui tout en réaffirmant son cap pour enrayer la montée de la droite extrême. Comme si la division était responsable de l'échec de la gauche dans les urnes dimanche, et non la politique gouvernementale. Comme si ce n'était pas l'orientation du PS qui divisait la gauche, mais les autres forces restées fidèles aux valeurs historiques qui l'ont fondée. Comme si s'unir derrière François Hollande et Manuel Valls pouvait permettre d'endiguer les raisons de la colère et améliorer nos vies. Ainsi, avec l'annonce de l'avènement d'un tripartisme qui n'est qu'un mirage et la menace bien réelle brandie matin, midi et soir du retour de la droite et de la possible victoire du FN, nous sommes sommés de nous rendre corps et âme pour nous allier avec ceux qui nous font perdre. Cette voie est mortifère pour la gauche et pour le peuple.

Notre responsabilité, c'est de convaincre toutes celles et tous ceux qui n'ont pas renoncé à changer la vie de la nécessité de faire force commune. **Seul un espace politique inédit, ouvert sur la société et porteur d'un projet de transformation sociale et écologiste, peut permettre la convergence de toutes les énergies** qui souhaitent

reconstruire un projet et une stratégie d'une gauche émancipatrice. Les Chantiers d'espoir, avec leur temps fort le 11 avril, doivent y contribuer. Mais ce n'est qu'un début...

---

## **Même en chiffres, le tripartisme est fictif**

**Par Éric Coquerel Coordinateur politique du Parti de gauche**

Les départementales ont vu la victoire de la droite sur fond d'abstention de la moitié de l'électorat qui reste l'élément premier de la période. Le FN a poursuivi son enracinement dans le pays. La politique du gouvernement en est la cause principale. Depuis, le système politicomédiatique veut imposer le tripartisme. Nous serions enrôlés de force derrière le PS au nom d'une arithmétique politicienne: pour arriver au second tour de la présidentielle, la gauche devrait s'unir. Le débat d'idées n'a pas là sa place. Mais même en chiffres, le tripartisme est fictif: avec une gauche d'opposition à environ 11 % et plus de la moitié du peuple qui s'abstient, c'est même un déni démocratique. Le deuxième tour a confirmé que c'est avant tout l'exécutif et le PS qui subissent une défaite historique. La perte des départements du président de la République et du premier ministre en est le symbole. Ce n'est pas le cas de nos listes, qui l'emportent dans les trois quarts des cas sans compter la préservation du Val-de-Marne contre tous les pronostics. Nous nous sommes aussi affirmés comme le meilleur rempart à gauche contre le FN: là où nos candidats étaient en autonomie dès le premier tour, ils remportent 32 duels contre lui pour un seul de perdu! Il semble bien que lorsque nos listes sont en capacité de l'emporter au second tour, y compris face au PS, elles voient arriver un renfort d'électeurs qui concrétisent voire amplifient la victoire.

### **IL FAUT DÉSORMAIS S'ATTELER À DEUX CHANTIERS : DÉMARCHE CITOYENNE ET LISIBILITÉ NATIONALE**

Dans un contexte mauvais, cette élection laisse donc des raisons d'espérer pour la suite. Dans sa déclaration pour les départementales adoptée en décembre, le Front de gauche avait proposé une stratégie nationale d'autonomie au premier tour. Celle-ci s'est quasiment partout appliquée. C'est la première raison de ce rebond. Il avait ensuite souhaité l'élargissement du rassemblement. Là encore, le grand nombre de circonscriptions qui nous ont vus avec Europe Écologie les Verts, Nouvelle Donne, etc, a démontré son potentiel. Mais tout cela restera vain si nous ne sommes pas capables d'aller plus loin. Il faut désormais s'atteler à deux chantiers. Le premier est celui d'une démarche citoyenne. Le nouveau rassemblement doit reposer sur de véritables assemblées citoyennes. C'est la seule méthode pour ramener à la politique une partie au moins de ceux qui la fuient. Le second est sa lisibilité nationale, que nous souhaitons dès les départementales. Dans une élection nationale, nous en avons évidemment pâti. Nous ne pourrions nous payer le même luxe aux régionales. Voilà ce que nous voulons proposer à ceux qui ont été nos partenaires dans les départementales. Voilà ce qui doit monter, sans attendre, d'appels et d'initiatives citoyens dans tout le pays. Sans oublier de vérifier la faisabilité d'un accord programmatique répondant aux quatre questions majeures: la désagrégation de la souveraineté populaire sous le double coup de la Ve République et de l'actuelle Union européenne, l'austérité et les inégalités au bénéfice des revenus du capital, la préservation de notre écosystème, la paix.

Dans l'immédiat, l'urgence est d'organiser la résistance contre la politique d'austérité. Elle commence le 9 avril par la journée de mobilisation syndicale. Tout indique que la

manifestation nationale sera massive. À sa manière, elle montrera, également, que le tripartisme est une escroquerie.

---

## «On ne créera rien sans dynamique de fond»

par **Sandrine Rousseau Porte-parole nationale d'Europe Écologie-les Verts (EELV)**

### **QUEL REGARD PORTEZ-VOUS SUR LES ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES, AVEC UNE GAUCHE QUI NE S'EN SORT PAS SANS DOMMAGES ?**

**SANDRINE ROUSSEAU** Ces élections ont montré que les accords purement électoraux entre partis ne fonctionnent pas vraiment, quelle que soit leur configuration. En revanche, quand des alliances s'inscrivent dans la durée, la dynamique est tout autre. C'est la démonstration que l'on doit travailler ensemble, entre tous les partis de la gauche, y compris le PS, autant sur ce qui nous rapproche que sur ce qui nous différencie. On insiste beaucoup sur les différences, mais si on est de gauche c'est aussi parce qu'il y a des choses qui nous unissent. Aujourd'hui, il est évident qu'aucun de nous ne peut prétendre gagner seul, ou même renouveler quoi que ce soit, ou prendre la place de qui que ce soit. On ne créera rien sans alliance, sans dynamique de fond. Les Chantiers d'espoir sont une première pierre de ce rassemblement, de cette réflexion à mener ensemble à gauche mais le PS en tant que parti n'en est pas signataire. La question est bien de savoir comment on s'inscrit dans une démarche commune, alors qu'aujourd'hui chacun discute en tête à tête avec le Front de gauche, le PS, EELV etc. , Je pense qu'on ne peut plus faire campagne chacun dans son camp retranché et sur son axe privilégié, la lutte contre l'austérité pour les uns, la productivité, la compétitivité et la croissance pour d'autres, ou encore la seule transition énergétique. Pour autant, je ne partage pas l'idée qu'il faudrait faire un seul grand parti à gauche et qu'à partir de là, tout irait mieux. Je ne pense pas davantage que l'on puisse dire, comme le fait le premier ministre Manuel Valls : « Je suis pour le rassemblement sur mes idées, sur ma ligne. » Cela n'est franchement pas possible, on ne peut pas suivre. Si l'on continue ainsi, on va dans le mur tous ensemble, à cause de l'entêtement d'un homme ou d'un gouvernement.

### **VOUS ATTENDEZ UN SURSAUT À GAUCHE ?**

**SANDRINE ROUSSEAU** Avec l'abstention et le Front national, la mer monte. Cette fois, on a évité que l'extrême droite prenne un département. Mais la balle n'est pas passée bien loin. Les prochaines élections seront les régionales, avec de grandes régions, et des dangers bien réels. Ensuite, il n'y aura plus que l'État à conquérir... et là on s'approche d'une zone de danger total. On ne peut plus attendre. D'autant que de plus en plus de nos concitoyens s'interrogent sur les valeurs véritables de la droite et de la gauche, sur le réel impact de la politique sur leur vie quotidienne, sur la faculté d'en modifier le cours.

On peut toujours clamer ses convictions haut et fort, mais il faut aussi donner des gages. Il faut redonner du sens à la politique, et ne pas avoir honte de développer une forme de politique de classe. Autrement dit, il faut faire plus de politique. Mais autrement. Ces départementales auront cependant apporté au moins un motif de satisfaction : l'avancée notable permise par les binômes paritaires. Reste à savoir comment seront constitués les exécutifs, et la loi est muette sur la question. Mais déjà, les femmes ne sont plus cantonnées au rôle de suppléantes.

# L'urgence d'une réponse nouvelle

**Par Pierre Laurent Secrétaire national du PCF**

Trois années de François Hollande, une année de Manuel Valls et quel bilan? Le chômage, la précarité et les inégalités sont en plein boom, sans espoir de redressement. La droite a gagné les élections, flanquée d'une extrême droite installée à un niveau alarmant. Devant un tel désastre, l'acharnement du gouvernement à persister sur la même ligne est consternant! Elle désarçonne le pays. Le pouvoir prétend que c'est la seule voie possible: c'est faux. Des millions de Français continuent de souhaiter une autre voie à gauche. Ils doutent, mais espèrent toujours. Je le constate tous les jours dans mon tour de France des régions. Ils ont raison: seul un changement de cap à gauche vers la relance sociale et un nouveau mode productif et écologique peuvent tirer le pays hors de la crise. L'urgence est donc de s'atteler avec toujours plus de force à construire une réponse nouvelle à gauche autour d'un projet novateur et solidaire. Ce projet est nécessairement un projet d'ample rassemblement populaire, avec des alliances les plus larges possible en France et en Europe.

## **CE QUI NE MARCHE PAS DOIT ÊTRE CHANGÉ**

La construction concrète de ce projet, c'est la mise en débat permanente, en toutes circonstances, de propositions pour gouverner autrement le pays, de l'action pour des objectifs de gauche, et du rassemblement de toutes les forces disponibles pour les soutenir. L'heure n'est pas à figer les contours de ce rassemblement, mais à faire bouger les lignes en profondeur, en sortant du débat imposé et organisé par Manuel Valls sous couvert de tripartisme: pour ou contre moi. Ce débat ne peut que diviser la gauche. Nous, nous voulons la rassembler. La question doit être: pour ou contre des solutions nouvelles à gauche?

Ce rassemblement doit avancer dans l'action. Proposons donc à toutes et tous, sans préjuger de la réponse qui nous sera apportée, d'agir ensemble contre les lois Macron 1 et 2, la loi santé, et pour des lois anti-licenciements, pour un autre rôle des banques, pour la suspension des expulsions locatives et la relance du logement social, pour un plan d'urgence national pour la culture, la recherche et l'éducation, pour le relèvement des salaires et des retraites, pour une nouvelle politique de justice fiscale. Investissons toutes nos forces dans la réussite des 30 et 31 mai prochain, place de la République à Paris, d'un très grand forum européen des alternatives qui montrera avec Syriza qu'une nouvelle voie est possible en Europe, hors de la fuite en avant libérale et du nationalisme xénophobe du FN.

C'est à partir de ces actions communes pour faire émerger du neuf à gauche qu'il faut amplifier le travail entrepris. En nous appuyant sur une idée simple: ce qui ne marche pas et conduit à l'échec doit être changé. Et en proposant des idées neuves et claires, des mesures concrètes pour lutter contre la finance, répondre à l'urgence sociale, relancer l'emploi et les salaires, promouvoir les services publics pour répondre aux besoins des gens et la justice fiscale, répondre aux défis écologiques. C'est dans cet esprit que le PCF doit préparer les élections régionales en s'adressant à toutes les forces de gauche, écologiques, sociales, citoyennes, pour aller le plus loin possible vers de nouvelles formes de rassemblement, donnant ainsi la force aux électrices et électeurs de faire sauter les verrous qui plombent l'avenir politique de notre pays.

---



## Après les élections, où en sont les attentes du peuple de gauche?

### DÉBAT avec

Frédéric Dabi Directeur général adjoint de l'Ifop et  
Roger Martelli, historien, codirecteur du mensuel Regars

*Propos recueillis par SÉBASTIEN CRÉPEL ET AURÉLIEN SOUCHEYRE*

**Les élections ont-elles consacré un « tripartisme » dont le projet de transformation sociale progressiste serait évacué ? Un sondage Ifop pour l'Humanité montrait pourtant en septembre que les idées de gauche ne s'incarnent majoritairement pas dans la politique de Valls.**

SELON LE POUVOIR, LE VOTE DES DÉPARTEMENTALES AURAIT MONTRÉ QU'IL N'Y A PAS DE DEMANDE D'UNE POLITIQUE PLUS À GAUCHE DANS LE PAYS, AVEC 6,1 % POUR LES CANDIDATS DU FRONT DE GAUCHE AU PREMIER TOUR, SELON LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR 9,4 % SELON LES COMPTES DU FRONT DE GAUCHE ET MÊME 11,9 % DANS LES SEULS CANTONS OÙ ILS SE PRÉSENTAIENT. POURTANT, LE SONDRAGE IFOP RÉALISÉ À L'OCCASION DE LA DERNIÈRE FÊTE DE L'HUMANITÉ (1) INDIQUAIT QUE 71 % DES GENS DE GAUCHE ESTIMENT QUE LA GAUCHE PEUT, SI ELLE LE VEUT, DÉFENDRE SES IDÉES AU POUVOIR SANS SE RENIER, MAIS QUE, POUR 74 % D'ENTRE EUX, LE GOUVERNEMENT ACTUEL NE MÈNE PAS, À LEURS YEUX, UNE POLITIQUE DE GAUCHE. CELA TÉMOIGNE-T-IL D'UNE ATTENTE DE GAUCHE TOUJOURS VIVACE DANS LE PAYS ?

**ROGER MARTELLI** Il ne faut jamais superposer l'opinion et le vote. Les résultats du vote témoignent d'une mobilisation différentielle des grands courants politiques. Selon les moments, la droite ou la gauche attirent plus ou moins leur électorat potentiel. Les fluctuations sont d'autant plus fortes que l'abstention est grande. Quand la moitié des électeurs s'abstient, un déplacement modeste produit de gros écarts, dans un sens ou dans l'autre. Depuis deux ans, c'est la gauche qui est démobilisée. Entre 2007 et 2012, c'était la droite. L'élection ne dit pas que l'électorat passe de la gauche à la droite, et réciproquement d'ailleurs. Il n'y a pas plus d'électeurs de droite, mais moins de votants à gauche. Non parce qu'ils sont moins de gauche. Mais parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans la politique suivie par le parti majoritaire à gauche. D'où leur trouble...

**FRÉDÉRIC DABI** Notre sondage de septembre pour la Fête de l'Humanité le montre : il y a une vraie demande de gauche en France. Je ne vois pas pourquoi ces chiffres, réalisés auprès d'un échantillon solide de près de 2 000 personnes dont 1 000 personnes de gauche, seraient

devenus faux six mois après. Mais il n'y a pas eu lors des départementales de véritable concrétisation de cette attente. Le comportement majeur de ceux qui considèrent que le gouvernement n'est pas assez à gauche et que sa politique ne se différencie pas assez des politiques passées a été celui d'une surabstention.

Il y a eu un refus de vote. Nos enquêtes le jour du scrutin montrent que l'électorat qui s'est le plus abstenu les 22 et 29 mars derniers est celui de Jean-Luc Mélenchon de 2012. En septembre, 47 % des personnes interrogées se situaient à l'extrême gauche, à gauche ou au centre gauche. Le total gauche aux européennes fait en revanche à peine 32 %, et a fait 36 % le 22 mars. Qu'est-ce qui explique cette abstention ? Je pense qu'il y a eu une absence et une fragmentation d'offres d'alternative à gauche. Dans 80 % des cantons, la gauche était désunie, sans prendre en compte l'attente réelle d'alternative à travers des binômes bien identifiés et des personnalités nationales investies dans cette campagne. L'absence de Jean-Luc Mélenchon était par exemple patente, si je puis dire.

MANUEL VALLS A APPELÉ DANS L'OBS, LE 23 OCTOBRE, À « EN FINIR AVEC LA GAUCHE PASSÉISTE (...) HANTÉE PAR LE SURMOI MARXISTE » ET AVEC SES « TOTEMS ». PARALLÈLEMENT, LES VALEURS PLÉBISCITÉES PAR LES GENS DE GAUCHE DANS CE MÊME SONDAGE IFOP RESTENT LES SERVICES PUBLICS (66 %), LE SOCIALISME (61 %) UN MOT QUE MANUEL VALLS NE REVENDIQUE PAS MAIS AUSSI, DANS UNE PROPORTION BEAUCOUP PLUS IMPORTANTE QUE L'ENSEMBLE DES FRANÇAIS, LA GRÈVE ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX (48 %, + 14 POINTS PAR RAPPORT À L'ENSEMBLE DES FRANÇAIS), LES IMPÔTS (43 %, + 9 POINTS) ET MÊME LE COMMUNISME (33 %, + 12 POINTS). CES VALEURS N'ONT-ELLES PAS TROUVÉ LE MOYEN DE S'EXPRIMER DANS CES ÉLECTIONS, OU BIEN SONT-ELLES MOINS PUISSANTES OU SIGNIFIANTES POUR LES GENS DE GAUCHE ?

**FRÉDÉRIC DABI** L'attente est toujours aussi forte, mais elle n'a pas trouvé le moyen de s'exprimer. On voit bien que les valeurs de gauche sont réelles, qu'elles existent, en rupture par rapport à celles de droite. Les discours sur la disparition du clivage ne tiennent pas la route. Si ces valeurs n'ont pas été érodées, le vote à gauche en revanche l'a été, par l'exercice du pouvoir de la gauche socialiste et par les déceptions. Les personnes interrogées nous parlent d'absence de résultat qui délégitime la gauche du gouvernement et la gauche dans son entier. Mais si on analyse les cas locaux où des binômes de la gauche alternative se sont présentés, on observe à travers leur score que la demande et les valeurs de gauche existent.

**ROGER MARTELLI** Sur le terrain des représentations, il n'y a pas une seule vérité. En général, ceux que l'on interroge affirment certes de plus en plus que le clivage gauche/droite n'a plus de sens. Mais ils se classent tout de même sur l'axe gauche-droite, à peu près autant qu'avant : 28 % à gauche, 28 % à droite, 14 % au centre, 30 % ni à gauche, ni à droite ou ne répondent pas. De plus, ce classement correspond à de réels clivages de valeurs. La gauche préfère l'égalité, la solidarité et le service public, la droite choisit plutôt l'engagement individuel, la compétition et l'autorité. Toutefois, le choix de ceux qui se classent sur l'axe s'accompagne d'un éloignement de la sphère partisane : on se positionne à



gauche, à droite ou au centre, sans se reconnaître nécessairement dans les forces qui incarnent le clivage dans l'espace institutionnel. On peut même dire que la non-reconnaissance tend aujourd'hui à prendre la forme d'un rejet.

INVERSEMENT, LES NOTIONS LES MOINS APPRÉCIÉES DES GENS DE GAUCHE SONT LA FINANCE (29 %), LA MONDIALISATION (29 %) ET SURTOUT LE CAPITALISME (20 %) ET L'AUSTÉRITÉ (18 %). CELA POURRAIT-IL EXPLIQUER UN VOTE SANCTION DU POUVOIR EN PLACE D'AVANTAGE QU'UN DÉSIR D'ALLER PLUS À DROITE AUX DÉPARTEMENTALES CHEZ CES ÉLECTEURS ?

**ROGER MARTELLI** Vote sanction, incontestablement. Mais il y a sanction et sanction. L'électorat de droite, qui s'est radicalisé, trouve le gouvernement trop à gauche. Une bonne partie de la gauche pense qu'il ne l'est pas assez. Mais comment l'exprimer ? Certains redoutent que la critique ne fasse le jeu de la droite et du Front national. Ils pourraient voter pour le Front de gauche. Mais manifestement, celui-ci ne convainc vraiment ni de la clarté de son positionnement, ni de la crédibilité de ses propositions. On veut aller plus à gauche que le gouvernement, mais on ne sait pas encore trop bien si c'est possible, comment c'est possible et comment exprimer cette attente. Dès lors, on ne se mobilise pas : on s'abstient.

**FRÉDÉRIC DABI** Les départementales ont été la troisième édition du vote sanction qu'a connu l'exécutif après les municipales et les européennes. Si l'électeur mécontent de gauche a peu voté, le vote sanction a par contre été un levier majeur de mobilisation à droite et au FN. Plus de 60 % des électeurs de Nicolas Sarkozy et de Marine Le Pen ont répondu vouloir sanctionner le gouvernement dans notre enquête, contre 25 % pour ceux de Jean-Luc Mélenchon. Cela nous dit que l'envie de droite est à discuter. Son total de voix n'est d'ailleurs pas extraordinaire par rapport aux années 1990. Il s'agit donc plus d'un vote sanction que d'un désir de droite au pouvoir. S'il y a un coup de barre sur l'échiquier politique l'addition UMP, UDI, divers droite et FN fait 63 % en 2015 contre 47 % en 2012, cela ne veut pas dire que la gauche a disparu, mais qu'un pan de la gauche ne va pas voter. L'absence de résultats du gouvernement et d'émergence d'une alternative visible pénalise et anesthésie l'envie d'aller voter à gauche.

AVEC LA POUSSÉE DU FN, ON VEUT NOUS IMPOSER LE TRIPARTISME COMME NOUVELLE GRILLE DE LECTURE DE LA DIVISION POLITIQUE DE LA SOCIÉTÉ. CELA VEUT-IL DIRE QUE LE CLIVAGE GAUCHE-DROITE PERD DE SA SIGNIFICATION ALORS QUE, POUR 62 % DES SONDÉS DE GAUCHE, CELUI-CI EST TOUJOURS SYNONYME DE DIFFÉRENCES POLITIQUES TRÈS NETTES ?

**FRÉDÉRIC DABI** Ce terme de tripartisme me gêne, car le clivage gauche-droite existe réellement. Sur les idées et les valeurs, nos études montrent qu'il y a une France de droite et une France de gauche, avec une façon de penser l'économique et le social très différente de l'une à l'autre. Les écarts sont très importants : 31 points sur le mariage homosexuel, 34 sur le droit de vote des étrangers, 28 sur l'immigration. Il y a une très forte différence sur les questions sociétales et identitaires, sur la libéralisation de l'économie refusée à gauche et

plébiscitée à droite. Plutôt que de tripartisme, je parlerai donc de tripolarisation au premier tour qui ne s'est pas concrétisée au second : la répartition des cantons s'est faite surtout entre UMP-UDI d'un côté et PS de l'autre. Ce prétendu tripartisme résiste mal au système de bipolarisation français. L'élection à deux tours et les duels au second restent très compliqués pour le FN. Et s'il peine, c'est aussi pour une raison politique. Le clivage gauche-droite rend difficile l'émergence du tripartisme. En revanche, s'il y a d'un côté une gauche et une droite avec des valeurs qui sont très clivées, on observe aussi une gauche et une droite de gouvernement qui paraissent interchangeable. C'est sur ce flou que le FN prospère. La politique de Hollande brouille la différenciation gauche-droite de gouvernement et nuit électoralement à toute la gauche, y compris la gauche de la gauche.

**ROGER MARTELLI** La poussée du FN est un événement considérable. Il est un signe de crise politique. Quand la droite et la gauche au pouvoir s'engagent dans des politiques voisines, on finit par ne plus trop savoir où se situer dans l'espace politique institutionnel. Les catégories populaires, au XXe siècle, s'étaient identifiées fortement à la gauche parce qu'elle incarnait les services publics, une certaine redistribution et un horizon d'égalité. Or les grandes espérances sociales ont échoué dans le monde et le socialisme français, sitôt devenu majoritaire à gauche au début des années 1980, s'est engouffré dans les vertiges de la « compétitivité ». Adieu l'égalité... Dans ce qui pousse au FN, il y a désormais deux dimensions. Le FN incarne la protestation: c'est un vote « coup de pied dans la fourmilière ». Mais il attire aussi parce que, dans une part non négligeable du peuple, l'idée s'est incrustée que « l'on n'est plus chez nous ». Quand l'égalité recule, c'est l'obsession identitaire qui domine. Il n'est pas facile de contrecarrer cette tendance. Mais on ne le fera pas en tournant le dos au clivage droite-gauche. S'affirmer à gauche, en tout cas en France, est la meilleure manière de dire à la fois l'exigence d'un contenu une égalité réelle à l'intérieur d'un mode de développement humain sobre et l'exigence d'une majorité pour changer les choses.

LES IDÉES DU FN SUR L'IMMIGRATION FONT TOUJOURS L'OBJET D'UN CLIVAGE TRÈS NET, AVEC 28 POINTS D'ÉCART ENTRE LA DROITE ET LA GAUCHE EN CE QUI CONCERNE L'APPROBATION DU DROIT DE VOTE DES ÉTRANGERS, ET 30 POINTS SUR L'IDÉE QUE L'IMMIGRATION EST UN APPORT POUR LA FRANCE. EST-CE À DIRE QUE, POUR LES FRANÇAIS DE GAUCHE, LE FN RESTE UN PARTI D'EXTRÊME DROITE DONT LES VALEURS SONT AUX ANTIPODES DES LEURS ?

**ROGER MARTELLI** Le FN fait son fonds de commerce du brouillage produit par le recentrage du socialisme français. Sur cette base, il entend ratisser aussi bien dans la droite radicalisée que dans la gauche déçue. Mais son corps doctrinal est aux antipodes de celui de la gauche historique. Tout simplement parce que cette gauche s'ancre dans les valeurs fondamentales de l'égalité, couplée à celle de la liberté, aujourd'hui liée à un nécessaire renouveau démocratique, et de la fraternité, qui s'exprime aujourd'hui dans l'exigence montante du commun. Le FN ne veut pas de l'égalité : il accepte l'idée que, puisque les ressources de l'État sont moindres, il faut choisir les prioritaires, les « natifs » plutôt que les étrangers. Il ne veut pas de la démocratie et le commun n'est pas son rayon. Il flatte le peuple ; en fait, il le divise. Mais le socle principal du FN, c'est l'absence d'espérance. C'est elle qui transforme la colère en ressentiment. Si l'on ne redonne pas du sens concret à l'espérance, si on ne redonne pas chair à la « sociale », comme on disait jadis, la gauche n'est pas prête de retrouver son allant.

**FRÉDÉRIC DABI** Il y a cette complaisance médiatique qui dit que Marine Le Pen aurait élargi le logiciel frontiste.

Elle parle de laïcité, qui est pour elle une manière de faire de l'anti-islam, elle parle de services publics, de mondialisation... Certains de ses mots ressemblent à ceux du Front de gauche. Mais quand on demande à l'électorat FN ce qui a le plus motivé son vote, c'est le diptyque immigration-insécurité qui revient. Donc il y a d'un côté l'élargissement du socle mais de l'autre un vote qui reste obsédé, focalisé, sur des questions identitaires et sécuritaires. Il y a là une distinction très nette entre un électeur FN et la gauche. L'électeur FN de base est un ancien électeur de droite, dans trois quarts des cas. Le 22 mars, sur cent électeurs de droite en 2012, dix-huit ont voté pour le FN quand seuls neuf électeurs de gauche l'ont fait. C'est auprès d'eux que le rejet moral et le rejet des solutions proposées par le FN sont les plus forts, et encore plus auprès de la gauche de la gauche.